

questions
de communication

Questions de communication

9 | 2006

Rôles et identités dans les interactions conflictuelles

La Circulation des Savoirs en Sciences de l'Information et de la Communication

The circulation of Knowledge in information and communication sciences

Bernard Miège



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7944>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7944

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

Pagination : 401-417

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Bernard Miège, « La Circulation des Savoirs en Sciences de l'Information et de la Communication », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 20 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7944> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7944

Tous droits réservés

> NOTES DE RECHERCHE

BERNARD MIÈGE

Groupe de recherche sur les enjeux de la communication

Université Stendhal-Grenoble 3

Bernard.Miege@u-grenoble3.fr

LA CIRCULATION DES SAVOIRS EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Résumé. — Bernard Miège, acteur et témoin privilégié de l'évolution des sciences de l'information et de la communication, répond aux questions de Vincent Meyer et Jacques Walter sur la circulation des savoirs dans l'interdiscipline. Il s'attache en particulier à sérier les jeux et enjeux des emprunts disciplinaires et/ou internationaux. En outre, il propose une analyse de l'impact des « modèles forts ». Enfin, il signale plusieurs conséquences majeures de ce type de phénomène sur le devenir des revues structurantes du champ et plaide pour un renouveau de l'action collective afin de faire face à une situation actuelle menant à la création de micro-spécialités, ce qui présente un risque pour la cohérence et la force de l'interdiscipline.

Mots clés. — Circulation des savoirs, courants théoriques, interdisciplinarité, internationalisation, revues.

Jeux et enjeux des emprunts

Jacques Walter. — Au cours des trente années qui ont vu l'essor des sciences de l'information et de la communication (SIC), vous avez joué un rôle important dans nombre de domaines, et de fait, de l'évolution de la discipline. Sur un plan international, si l'on examine le jeu des références en notes de bas de pages dans les thèses ou dans les articles, on remarque, d'une part, des emprunts importants à certains courants anglo-saxons et, d'autre part, des liens plus géographiques. Ainsi certaines citations fonctionnent-elles quasiment comme références obligées à l'Allemagne, *via* Jürgen Habermas ; de même, ici ou là, observe-t-on des liens privilégiés avec des penseurs d'Amérique latine... Est-ce à dire que le spectre des appuis théoriques disciplinaires ou extra-disciplinaires est circonscrit à un domaine, à des aires géographiques et/ou à des auteurs extrêmement limités ? Pour le développement d'une discipline, quels sont les enjeux d'une circulation des savoirs *via* des systèmes d'« import/export » conceptuels et/ou son organisation institutionnelle (sociétés savantes, revues, collections, recours aux technologies de l'information et de la communication) ?

Bernard Miège. — La circulation des savoirs est indissociable de l'émergence des filières de formation en information et communication et du développement des recherches dans ce secteur. Sur un plan historique, on peut identifier un certain nombre de contextes et de développements à la base de cette circulation. Dans les années 70, on trouve l'UNESCO et tout ce qui a entouré la préparation des positions de la commission Mc Bride. Certes, il y avait antérieurement des échanges dans le cadre de sociétés scientifiques internationales comme l'Association internationale d'étude et de recherche en information et communication (AEIRI) ou l'International Association of Communication (IAC) à dominante américaine. Ceci explique assez largement les sources, les inspirations et les filiations en France. Il m'est difficile de ne pas citer la communication qu'Yves de la Haye et moi-même avons présentée au premier congrès de la Société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC) à Compiègne en 1978. Nous critiquions le fait qu'une grande partie des inspirations théoriques étaient importées depuis les États-Unis ou le monde anglo-saxon. Dès cette époque, dans les congrès et séminaires internationaux, la domination américaine était très forte. Une preuve en est le nombre d'universitaires américains présents dans ces manifestations. Bien évidemment, le modèle cybernétique, le courant fonctionnaliste d'analyse des médias de masse, l'ethnométhodologie, la pragmatique austinienne comme celle de Palo Alto, étaient des sources d'inspiration discutées dans les congrès ou colloques. On peut également citer les *Cultural Studies* qui avaient – et ont toujours – une certaine influence ; remarquons qu'elles auraient pu

donner rapidement une certaine tonalité aux enseignements du premier et du deuxième cycle en France, mais cela n'a pas été le cas. Cet article, qui a été repris dans l'un des livres publiés en hommage à Yves de la Haye (1984 : 145-164), avait été mal perçu par les grands fondateurs de l'interdiscipline, sans que pour autant personne ne nous ait véritablement critiqué sur ce point. Toujours est-il que l'inspiration scientifique n'a pas été déterminante dans la constitution des SIC, tant dans l'enseignement du journalisme que dans celui de la communication au sens large. Ce n'est que plus tard, à l'aune de contraintes institutionnelles, que certains collègues se sont préoccupés de fonder théoriquement la discipline. Précisons que, parmi les fondateurs, ce n'était ni le cas d'Abraham Moles, qui avait un contact de longue date avec les cybernéticiens, ni bien sûr celui de Roland Barthes. Pour prendre un exemple « d'exportation », le structuralisme et la linguistique structurale ont essaimé à partir de travaux français, avec un impact direct sur la formation de la discipline. Toutefois, en dépit de ce cas de figure ce sont les théories anglo-saxonnes qui ont dominé le champ.

Vincent Meyer. — Quels étaient les auteurs dominants à cette période ? Et si domination il y avait, quels étaient les « passeurs » français, ayant permis l'introduction et la diffusion de leur pensée dans notre champ ?

Bernard Miège. — Incontestablement, il faut considérer d'abord Paul F. Lazarsfeld pour l'étude des médias. Il a enseigné à la Sorbonne dans les années 60 et était en contact avec Jean Stoetzel. Le deuxième grand inspirateur est Norbert Wiener. À ce propos, ce qui est frappant c'est le développement différencié, en France, du modèle qu'il a proposé dans les sciences dites exactes et en sciences humaines et sociales. Dans ces dernières, les modélisations de Norbert Wiener ont plutôt « pris » en raison de leur possibilité d'analyse des systèmes. À leur suite, il faut ajouter Marshall Mac Luhan qui, certes, ne se situe pas sur le même plan, mais qui a eu une influence considérable. Ses travaux font encore partie du fonds commun dans lequel puisent aussi bien des chercheurs que des professionnels. C'est à cette période, toujours en France, qu'on peut aussi dater une coupure entre les études en information et communication et celles en psychologie, notamment en psychologie sociale. D'autres inspirations encore : la sociologie de la culture de masse, certains courants linguistiques ou la linguistique génétique. Personnellement, je considère aujourd'hui avoir trop insisté sur la linguistique structurale. Rétrospectivement, ce qui me vient à l'esprit, c'est que les *Cultural Studies* n'ont pas eu l'influence qu'elles avaient dans le monde anglo-saxon, alors que des enseignants de la sphère littéraire auraient pu facilement s'en emparer comme cela a été le cas à Paris 8 qui est une exception. Sans doute, les collègues issus de la littérature n'ont-ils pas perçu, à cette époque, l'importance de la communication

dans la société. Par exemple, ils ne se sont pas mobilisés pour créer des départements qui proposeraient des lettres, des sciences humaines et humanités ; une question toujours d'actualité.

En fait, les passeurs du point de vue de l'université française, dans le cadre du fonctionnalisme, sont ceux qui ont mis en place les formations de journalistes, à l'université de Paris 2 essentiellement, et à Strasbourg. C'est Jean Cazeneuve et surtout Francis Balle qui ont publié, au milieu des années 70, des textes phares sur la communication ; ce dernier a joué un rôle alors central, avec un ouvrage paru pour la première fois en 1978 – *Institutions et publics des moyens d'information* –, republié en 1980 sous le titre *Médias et société*. L'autre passeur est incontestablement Abraham Moles qui a publié un nombre considérable d'ouvrages et d'articles. Il y a aussi Herbert Schiller que j'ai lu avant de l'inviter à Grenoble (au début de 1983), puis en d'autres lieux. C'est Armand Mattelart qui, l'ayant connu bien avant moi, a joué le rôle de passeur.

Pointons un paradoxe : les cadres de ces échanges scientifiques représentaient finalement peu de choses en termes de moyens quand on les compare à ceux dont nous disposons aujourd'hui (peu de congrès, les voyages étaient limités, point encore de courriers électroniques, les revues circulaient très peu, les bibliothèques universitaires françaises étaient mal loties...). Pour autant, malgré la faiblesse de ces contacts, se sont constituées, internationalement, des communautés scientifiques. C'est ce qui s'est passé au niveau de l'économie politique et de la communication. En réalité, ce sont des contacts informels, épistolaires, renforcés par des rendez-vous relativement rares, qui ont abouti à ce que des chercheurs se rendent compte qu'ils travaillaient sur les mêmes objets, et souvent avec des points communs importants. Certains ont assumé des rôles déterminants, comme Herbert Schiller, bien qu'il s'agisse davantage d'un rôle d'animateur que de théoricien. Ses livres ont eu une influence par rapport aux enjeux qu'il pointait, mais moins au niveau théorique. En revanche, dans le cadre de cette orientation théorique, les chercheurs se sont rendus compte qu'ils travaillaient sur les mêmes objets et ont fini par échanger, créer des séminaires, proposer des invitations à des colloques, etc. Rien n'était organisé, ceci s'est fait spontanément. Ce qui me conduit à un autre aspect important, que j'ai essayé de traiter plusieurs fois, notamment dans *La pensée communicationnelle* (2005). Il ne faut pas séparer les échanges savants des événements sociaux, d'une part, et, de l'émergence des questions de la communication moderne dans la société, d'autre part. Dans les années 70, ces dernières ont été conditionnées par un élan technologique nouveau. À l'évidence, durant cette période et dans les sociétés développées dominantes, un certain

nombre d'éléments ont émergé, ce qui a eu des conséquences sur la production scientifique. Ceci m'amène à penser que plusieurs phénomènes sociaux se traduisent dans le domaine de l'information et influent sur la circulation des savoirs. Je n'ai pas une connaissance suffisante de l'histoire des disciplines pour dire si ce phénomène est entièrement nouveau et applicable à la sociologie, à l'économie politique et/ou à la psychologie sociale. Cela dit, pour les SIC – qui, rappelons-le, ne se présentent pas sous les mêmes formes dans d'autres pays – ce phénomène a joué dès les années 70-80 et se poursuit actuellement. Il existe donc une articulation entre les enjeux sociétaux, la circulation des savoirs et leur production. Pour moi, cette relation est centrale, d'autant que nos travaux sont, pour partie, en rapport avec la recherche appliquée, du moins pour le recueil des données. Les questions de communication ont bien un lien avec le fonctionnement du mode de production et le changement des modèles de développement des sociétés.

Vincent Meyer. — Est-ce ce même phénomène qui a joué dans la structuration des formations en information et communication ?

Bernard Miège. — Les formations ne se sont pas développées selon les mêmes processus, mais il y a des éléments communs. Les sciences de la communication se sont implantées assez rapidement dans le monde hispanophone ou au Canada. Dans les deux cas, sur des terrains qui – ailleurs et en France en particulier – étaient occupés par la sociologie. Il y a eu un phénomène d'accélération, notamment en Espagne ; l'université de Pampelune y a joué un rôle premier avant la disparition du franquisme. Pour le dire vite, en Espagne et corrélativement dans la plupart des pays d'Amérique latine, les sciences de la communication ont bénéficié de l'ostracisme des régimes autoritaires, quels qu'ils soient, vis-à-vis de la sociologie. Par ailleurs, elles ont davantage bénéficié des demandes des milieux professionnels que de leurs dirigeants professionnels (i.e. plus des journalistes que des responsables des journaux). En France, la demande est alors beaucoup plus diffuse et éclatée. Elle prend corps à partir de la fin des années 80. Néanmoins, un phénomène assez étonnant a débuté dans les IUT, dès 1967, et s'est poursuivi dans les seconds cycles universitaires à partir de 1972 pour gagner les formations généralistes : DEA en 1975 et Licence en 1977. Les dossiers étaient alors montés rapidement et, disons-le, assez peu fournis. Actuellement, quand j'observe les conditions de prise des décisions de notre administration de tutelle pour créer des nouveaux diplômes, je suis étonné de la vitesse avec laquelle les décisions étaient prises auparavant. Indéniablement, là encore, plusieurs personnalités ont joué un rôle majeur, mais la décision a tenu aussi à des éléments accidentels qui ont eu une influence considérable... Souvenons-nous que l'université française – comme ailleurs du reste – avait été pendant une quinzaine

d'année dans un état « stationnaire ». Entre le mouvement de mai 68, la création d'universités nouvelles et la réorganisation de toutes les autres (à partir de 1972-1973) et le mitan des années 80, rien ne s'est passé ou quasiment ! Au point qu'il n'y avait pas la moindre création de poste. Pourtant, dans cet état stationnaire, les filières d'information et de communication ont été créées et étaient prêtes à accueillir le flot d'étudiants qui est arrivé à la fin des années 80. La question n'est pas de refaire l'histoire des formations françaises, mais de souligner l'existence d'une série de processus très spécifiques, de canaux très particuliers selon les pays. Ajoutons que, dans certains pays, l'organisation universitaire n'a pas favorisé ce développement : c'est le cas de l'Allemagne ou, surtout, de l'Italie où les formations se sont seulement développées à partir de 1995. Au niveau mondial, il n'y a pas eu non plus d'impulsion de la part d'organisations internationales (e.g. Banque mondiale, des organisations dépendantes de l'ONU, etc.). Si l'on fait le tour de la planète, force est de constater que cette discipline s'organise, propose des formations nouvelles, sans véritable orchestration ou concertation commune, collective ou clandestine. Encore une fois, les contacts interindividuels priment. J'ai été surpris d'avoir été invité à Tunis, en 2003, pour l'ouverture d'un premier master proposé par les universités tunisiennes. Au cours de la même période, j'ai été invité à Caracas pour le même objet. Et puis, en septembre 2004, j'ai participé à la création de l'université chinoise de la communication (déjà 13 000 étudiants !). À ce propos, la Chine a donc inauguré une université centrale, avec de puissants supports de communication (festivités au Palais du Peuple à Pékin, retransmission sur la première chaîne chinoise, etc.). La communication y devient effectivement un enjeu de société. À l'université de Kinshasa, a été soutenue la première thèse qui a été préparée dans le cadre de l'IFASIC qui est un institut facultaire. Ces exemples – que je pourrais multiplier – sont un sujet d'étonnement. Nous sommes entrés dans une autre phase du développement de la communication moderne. L'organisation universitaire se précise, les questions remontant de la société comme les politiques publiques continuent de converger avec le développement des médias et le développement technologique... Le savoir continue de circuler.

Jacques Walter. — À partir de la question de Vincent Meyer, sur le lien entre « l'arrivée » de théories, leur reconnaissance, leur circulation et l'organisation des formations, observez-vous un corps de doctrines ou des références obligées qui irriguent nos formations et quel en serait l'impact sur les contenus ?

Bernard Miège. — L'impact le plus identifiable se situe au niveau des maîtrises et des DEA, donc aujourd'hui des masters : la constitution de contenus dans ces formations a poussé à la recherche de référents théoriques. Rappelons que la création de ces formations a été un

phénomène assez rapide ; à l'évidence, les enseignants-chercheurs – peu nombreux – n'étaient pas prêts. Ils ont cherché des sources, des inspirations. Par ailleurs, dans les filières professionnalisées, il était plus facile, à cette période, d'imposer dans les emplois du temps de grandes plages de formation théorique. Sur ce point, les oppositions étaient très fortes. Les premiers congrès de la Société française des sciences de l'information et de la communication n'étaient pas aussi sereins que les échanges actuels qui sont de (trop) bonne compagnie. Il y avait des éclats entre les pères fondateurs et les représentants des autres approches ; il était devenu nécessaire de « s'armer » sur le plan théorique. Une fois les formations constituées dans une dizaine d'universités, ces dernières ont eu une petite dizaine d'années pour créer, mettre en œuvre, organiser les enseignements et les contenus. Il y avait aussi nécessité de valoriser et de conforter la discipline face aux autres. Au début, l'université ne se demandait pas, lorsqu'elle créait une filière, quelles en étaient les bases théoriques. Mais la question s'est rapidement posée dans les conseils scientifiques et lorsque les premières équipes d'accueil ont été créées. Je continue de défendre l'idée qu'un secteur interdisciplinaire nouveau doit faire ses preuves théoriques vis-à-vis des autres. C'est sûrement un avantage, parce que cela pousse à la productivité scientifique. C'est ce qui s'est passé dans beaucoup d'endroits. L'isolement dans lequel étaient ceux qui ont lancé les premières formations était tel, qu'ils étaient contraints de tout faire à la fois : être présents sur le terrain administratif, pédagogique, des relations professionnelles et de la production scientifique. Autant de questions et d'engagements qui ne sont plus perçus de la même manière aujourd'hui où le secteur est beaucoup plus diversifié.

De l'impact des modèles forts

Jacques Walter. — Avez-vous le sentiment que les grands noms que vous avez cités – Paul F. Lazarsfeld et Norbert Wiener par exemple – ont été au fondement de recherches doctorales, débouchant sur une mise en œuvre des théories ou leurs critiques et, du coup, sur l'émergence d'autres référents théoriques ?

Bernard Miège. — Je répondrai positivement. Jusqu'à la fin des années 80, n'oublions pas que les recherches doctorales étaient lourdes, puisqu'on était encore sous le régime des doctorats d'État. Bien sûr, il y avait des doctorats de troisième cycle, mais ils n'avaient rien à voir avec ceux d'aujourd'hui. Pour en revenir aux thèses d'État (voir Boure, 2002), à l'évidence plusieurs correspondent à l'une ou l'autre de ces perspectives, comme celle du regretté Jean Devèze (1986), directement inspirée par le courant cybernétique et Abraham Moles. Pendant

longtemps, les thèses de l'université de Paris 2 s'inscrivaient toutes, ou presque, dans le courant fonctionnaliste, y compris celles soutenues par des étrangers, dont une notable proportion d'Africains. Ce qui contribue à la diffusion du modèle. Ceci dit, il me semble qu'il y a convergence entre le nouveau système des thèses, l'ouverture de postes, et le fait que les étudiants, ayant presque tous commencé en premier cycle ou, en tout cas, en deuxième cycle, arrivaient à soutenir des thèses spécifiques et le fait qu'il y eut une plus grande ouverture du spectre et de l'interdisciplinarité. Mais jusqu'en 1990 environ, les travaux doctoraux s'inscrivaient dans des cadres relativement balisés, en particulier autour de courants dominants ; l'interdisciplinarité ne se retrouvait pas au niveau théorique. Il faut dire que les sciences sociales – sociologie, anthropologie, sciences économiques, etc. – étaient les plus à même de proposer aux études en information et communication une méthodologie un peu différente. En 1978, l'une des critiques qu'Yves De La Haye et moi faisions lors du congrès de Compiègne était non seulement celle de l'emprunt, mais le fait que les sciences sociales – dès lors qu'il y a une certaine relation entre empirie et élaboration théorique – étaient absentes de la plupart des textes du domaine et de leurs inspirations théoriques. Elles arrivent donc tardivement.

Jacques Walter. — Ceci est un élément clé. Toutefois, dans ce qui constitue une sorte d'émancipation par rapport à des grands modèles, on peut poser la question de savoir sur quelle base – outre la méthodologie – cette émancipation intervient. Y a-t-il émergence d'autres modèles théoriques, y compris des modèles empruntés à des traditions nationales diversifiées et/ou s'agit-il de la rationalisation d'emprunts théoriques faits en France et débouchant sur un montage qui caractériserait les sciences de l'information et de la communication par rapport aux disciplines sœurs, à l'intérieur des sciences sociales ?

Bernard Miège. — Avant de répondre à cette question, je préciserai deux points. Le premier, pour illustrer ce que j'ai dit antérieurement, c'est que si mes liens avec Robert Escarpit étaient étroits, s'il m'a fait une très grande confiance, s'il m'a honoré de son amitié, s'il m'a incontestablement soutenu, il n'empêche que ses références théoriques et les miennes n'ont pas grand-chose à voir et que cela a toujours été le cas. Il était un « littéraire » qui a fait beaucoup de choses dans de nombreux domaines (création romanesque, journalisme, échanges interculturels, etc.). À partir d'une certaine période, il a cherché ses références dans la cybernétique, parce qu'il s'était rendu compte qu'il fallait fonder théoriquement ce qu'il avait mis en place sur un plan organisationnel. L'un des premiers documents de ce qui allait donner naissance à la SFSIC est une réunion sur la recherche. Mais le texte de Robert Escarpit est assez pathétique, parce qu'il cherche des références

théoriques pour les appliquer à ce secteur transversal ! Et ce qu'il cherche n'est pas très conforme avec ses positions politiques ou idéologiques. Second point, à partir de 1986-1987 se met en place, dans l'ensemble des sciences humaines et sociales, le dispositif de recherche qui fonctionne encore aujourd'hui : les équipes d'accueil. Pour les sciences humaines et sociales, ce sont des personnalités comme Jacques Le Goff ou Maurice Garden qui en sont à l'origine. À cette époque, j'ai été sollicité personnellement, sans avoir conscience de l'importance de ce qui se déroulait ; mais, rétrospectivement, il est clair que c'était une grande chance pour les recherches en information et communication : nous sommes quelques-uns à avoir joué le jeu des équipes d'accueil, et à avoir compris l'importance de l'évaluation – un système inconnu de nos prédécesseurs. Ceci a permis de renforcer les sciences sociales au sein des SIC. Je crois qu'il faut être redevable à cette organisation de la recherche qui a eu des effets décisifs.

Jacques Walter. — À juste titre, vous faisiez valoir qu'un certain nombre de thèses ou de recherches étaient menées à l'enseigne de Paul F. Lazarsfeld ou de Norbert Wiener. La question est de savoir à quel moment ces modèles n'ont plus été les références absolues. Soit du fait qu'une discussion s'est installée à l'étranger, critiquant ces mêmes paradigmes, soit que, en France et en l'espace de quelques années, on soit arrivé à structurer des modèles théoriques n'ayant plus besoin de s'appuyer sur ces paradigmes, l'interdiscipline étant elle-même assez forte pour produire son propre appareil théorique et fonctionner sur d'autres bases. Ces deux mouvements existent-ils ? Sont-ils convergents, divergents ? Obéissent-ils à des temporalités différentes ou pas ?

Bernard Miège. — Cette question renvoie à la structuration de la recherche. À partir de la fin des années 80, des équipes d'accueil se sont constituées et développées ; dans le même temps, les enseignants-chercheurs travaillant dans ces équipes ont participé à des formations dans lesquelles il y avait de plus en plus d'étudiants, au point qu'on a parlé d'une « explosion ». C'est de là que sont venus les premiers maîtres de conférences ayant suivi l'ensemble du cursus. Autre élément à prendre en compte qui a joué un rôle significatif à l'université Grenoble 3 et, plus largement, dans d'autres établissements : la politique menée par la Direction Générale des télécommunications, puis par France Télécom, en direction des sciences sociales. Cette période correspond à la création de la revue *Réseaux* (1983) et à la mise en place de programmes relativement lourds autour desquels un nombre assez important de chercheurs – actuellement regroupés, pour la plupart, dans la discipline – se confrontent. En quelque sorte, les travaux des docteurs et doctorants, et les productions scientifiques des enseignants-chercheurs se diversifient significativement. Les courants auparavant

dominants ne leur laissent pas facilement la place, parce que ce sont toujours les mêmes personnes qui occupent des positions institutionnelles fortes et qui tiennent lieu de références, comme Francis Balle ou Michel Mathien. Toutefois, au fil du temps et à côté d'eux, d'autres inspirations théoriques se sont renforcées et sont même devenues, à leur tour, des références.

Vincent Meyer. — Mais n'y a-t-il pas aussi des modifications liées au développement de la discipline, faisant que des chercheurs français ont séjourné aux États-Unis, ont découvert d'autres traditions et les ont importées ? Je pense à Daniel Dayan ou Yves Winkin.

Bernard Miège. — Ceci est incontestable, en particulier pour la pragmatique austinienne. En ce qui concerne la sociologie de la technique, c'est plutôt avec des Britanniques que les contacts se sont développés. Se pose quand même une question assez complexe : tous ces travaux ne s'inscrivent pas nécessairement dans les sciences de l'information et de la communication, ils ont leur propre dynamique.

Vincent Meyer. — Justement, on a l'impression qu'il y a une sorte d'appropriation forte par les sciences de l'information et de la communication. Cela me semble net pour Palo Alto, au point que les travaux de ce courant font partie du fonds commun de la discipline. On observe une sorte de naturalisation des emprunts.

Bernard Miège. — Vous avez raison et il en va de même avec la philosophie politique habermassienne. À cet égard, les traductions en français jouent un rôle clé. Marc B. de Launay est sans doute l'un des premiers acteurs de ce processus, lui qui traduit en 1978 *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (l'édition allemande est de 1962). De son côté, la *Théorie de l'agir communicationnel* (1981) est traduite en 1987 par Jean-Marc Ferry et Jean-Louis Schlegel, et cette théorie est utilisée dans les séminaires, les colloques. Si je n'y fais aucune référence dans le premier tome de *La société conquise par la communication* (1989), c'est tout simplement parce que je l'ai écrit en 1988. Toutefois, le Gresec organise un colloque à Grenoble en 1990, colloque qui donne lieu à un ouvrage collectif sur l'Europe de l'audiovisuel (Miège, 1990). À partir de ce moment, la théorie de l'agir communicationnel occupe une place significative dans les préoccupations du domaine. Lucien Sfez et Gilles Coutlée constituent un autre élément d'élucidation. Le colloque de Cerisy-la-Salle de 1988 est dû à une initiative personnelle de Lucien Sfez qui, à la fin des années 80, publie beaucoup sur les questions de communication et qui a fait venir des chercheurs d'horizons divers. On peut interpréter ce fait comme la marque de l'intérêt de la science politique, *via* Lucien

Sfez, un marginal dans sa discipline ou, du moins, qui n'y occupe pas une position centrale. Il n'a pas en vue l'organisation disciplinaire, mais plutôt un élargissement du domaine de la science politique. Cet universitaire a continué sur la lancée avec la création de la revue *Quaderni*, sans que cela constitue forcément l'essentiel de son activité, alors que, à la fin des années 80, on aurait pu imaginer qu'il jouerait un rôle majeur dans le domaine. Mais peut-être ne l'a-t-il pas cherché, parce que le risque était que les sciences de l'information et de la communication soient un lieu reconnu de formation et pas du tout un lieu de recherche et de production de savoir. Il ne faut pas oublier non plus que la sociologie de Pierre Bourdieu avait marqué son désintérêt pour ces questions. D'une certaine façon, Patrick Champagne était alors le seul à intervenir sur des problèmes d'information et de communication. Voilà deux disciplines qui auraient pu jouer un rôle majeur, voire qui auraient pu prendre des initiatives fortes. Cela n'a pas été le cas, sans doute parce que ces disciplines sont divisées et ne disposent pas de lieux de confrontation fédérateurs, intéressés par les questions en discussion. Qui plus est, elles sont cloisonnées. La science politique et la sociologie liée à la production de Pierre Bourdieu, auraient pu occuper une place cardinale et, finalement, éclipser l'organisation scientifique qui se mettait en place dans les sciences de l'information et de la communication.

Jacques Walter. — N'avez-vous pas l'impression que, aujourd'hui, le modèle bourdieusien est fort, au point qu'une partie des travaux de la discipline est marquée par lui ? Ce qui a pour conséquence que les SIC ont peut-être moins besoin d'un renouvellement de ressources pour penser, par exemple, le journalisme ?

Bernard Miège. — Je suis d'accord avec votre point de vue. Du reste, les chercheurs qui travaillent au Centre de sociologie européenne sont maintenant demandeurs de coopération avec les SIC. Par exemple, on collabore avec eux dans le cadre d'une Action concertée incitative mise en place dans le cadre de la Maison des sciences de l'homme de Paris-Nord. Il est vrai que l'initiative aurait pu être prise beaucoup plus tôt et cela aurait sans doute été préférable scientifiquement. Concrètement, Pierre Bourdieu, dont je m'inspire et dont j'ai lu sans doute toute la production ou presque, m'a toujours paru avoir vis-à-vis de l'information et de la communication, en dépit des interventions qui ont été les siennes à la fin de sa vie, une approche assez classique ; et ce, vraisemblablement, en raison de ses rapports avec les (grands) journalistes. En tout cas, pour lui, ce n'était pas un objet sur lequel pouvait porter la sociologie qu'il avait fondée. Peut-être faudrait-il évoquer la fin de non-recevoir qu'il a adressée à trois d'entre nous qui cherchions la dialogue intellectuel avec lui, lors de la parution de « L'emprise du journalisme » dans *Les actes de la recherche en sciences*

sociales (Bourdieu, 1994). Il est dommage que Pierre Bourdieu n'ait pas, à partir de son propre système explicatif, mis à jour les enjeux que soulève l'information-communication, alors qu'il disposait des éléments théoriques pour traiter ce sujet de manière plus fondamentale que dans le petit livre qui l'a prolongé (Bourdieu, 1996).

Jacques Walter. — Ce livre circule pourtant en France comme à l'étranger. Il s'agit de l'un des principaux vecteurs de sa pensée, ce qui conduit à une autre interrogation sur la circulation des savoirs. Certes, il y a une circulation dans certains secteurs de la recherche anglo-saxonne. On a évoqué Jürgen Habermas, mais l'Allemagne produit beaucoup de théoriciens et l'on perçoit peu d'échos de leurs travaux en France. Pour l'Amérique latine, les contacts sont focalisés sur un nombre restreint de pays ou de chercheurs. De votre point de vue, quels sont les raisons et enjeux de cette sélectivité de la circulation des savoirs entre la France et ces pays ?

Bernard Miège. — Revenons aux années 90. Si l'on constate alors une réelle circulation des savoirs, les débats restent néanmoins largement franco-français. Il s'agit d'une donnée capitale. Si des enseignants-chercheurs ont joué un rôle de passeurs, la plupart d'entre eux connaissent peu les revues, participent peu aux colloques et aux congrès, et ce jusqu'à une période relativement récente. Si, aujourd'hui, les jeunes doctorants sont assez demandeurs, beaucoup de collègues continuent à ne pas chercher de références théoriques en dehors de ce qui est immédiatement disponible. Or, depuis assez longtemps, une demande existe, émanant des universités étrangères, et même une demande assez forte. C'est avec le Canada que cela s'est passé en priorité, puis avec l'Amérique latine, ensuite avec le Moyen-Orient, essentiellement depuis la fin de la guerre du Liban et, enfin, avec le Maghreb où les universités – surtout tunisiennes et marocaines – ont su diversifier leurs relations avec les établissements français. Fut une période où c'était l'université Paris 2 qui était le partenaire privilégié. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Qui plus est, des demandes émanent d'Afrique, de la Chine, du Japon, de Singapour, etc. On nous demande une approche théorique qui n'emprunte pas à l'académisme américain. Autrement dit, notre différence est que nous ne répondons pas à la demande managériale ou professionnelle et que nous mettons en œuvre une méthodologie qui ambitionne de confronter production théorique et développement des pratiques ou des stratégies sur le terrain. Pour ma part, j'ai été souvent sollicité sur de telles bases.

Jacques Walter. — Vous dites qu'il y a des échanges privilégiés avec le Maghreb et avec l'ancien bloc de l'Est. Pour ce qui concerne le

Maghreb, on est dans la situation qui est celle du post-colonialisme. N'y a-t-il pas une sorte d'échange inégal qui s'instaure, peut-être aussi avec les pays de l'Est ? En effet, dans les productions scientifiques, je vois peu de traductions ou de travaux venant du Maghreb ou des anciens pays de l'Est qui irrigueraient la recherche en France, alors que l'inverse est certainement vrai. Certes, dans la collection que vous dirigez, on a pu lire avec bonheur le livre de Mihai Coman, *L'anthropologie de la communication* (2003), dont Maria Pourchet a rendu compte dans une livraison de *Questions de communication* (7, 2005, pp. 421-423), mais ne s'agit-il pas d'une exception ?

Bernard Miège. — À l'évidence, l'échange est inégal et quand on se donne pour objectif d'armer théoriquement et méthodologiquement des jeunes collègues en se disant qu'ils vont prendre les choses en main, on n'est pas à l'abri de surprises. Ainsi a-t-on formé des étudiants d'origine roumaine ou tunisienne – entre autres exemples –, dont on pouvait imaginer, jusqu'au moment de la soutenance de leur thèse, qu'ils allaient rentrer dans leurs pays respectifs, ce qui ne fut pas le cas ; et le phénomène va s'accroître. Dans semblables conditions, que doit-on faire ? En tout cas, cela ne signifie pas qu'il faut arrêter de travailler avec ces candidats qui sont libres de leurs choix. Il faut plutôt raisonner pays par pays. Par exemple, pour la Roumanie, il y a un passé qui s'achève et dont on relève encore des traces. Un passé où le français comme langue universitaire a joué un rôle très important. Ce constat s'applique à d'autres parties du monde. Or, la maîtrise des langues étrangères par les universitaires français est faible. C'est un élément qui explique, en partie, le fait qu'on ne lise pas – ou insuffisamment – nos travaux et surtout qu'on soit (encore !?) réticent à prendre part à des colloques à l'étranger. L'une des conséquences est que l'on recourt à un anglais permettant une communication minimale, mais la maîtrise relative de cette langue ne favorise guère une discussion de fond sur des positions théoriques ou des analyses. Au niveau des échanges théoriques, je suis persuadé qu'il va falloir se donner d'autres moyens que ceux qui sont disponibles aujourd'hui. Du reste, j'ai toujours été surpris par le fait que, dans les échanges internationaux, des universitaires qui avaient une formation linguistique, ou qui étaient avant tout des spécialistes en langues étrangères, soient à ce point sur-représentés. N'oublions pas que les grands universitaires français qui sont invités par les universités américaines le sont souvent par les départements de langues, et non par les départements de leur discipline. Bref, la maîtrise de l'anglais courant ne suffit pas pour les échanges scientifiques, en sciences humaines et sociales assurément. Aussi faut-il maintenir une diversité dans l'apprentissage linguistique et développer l'invitation de collègues étrangers pour donner des cours dans nos disciplines.

La question du devenir des revues

Jacques Walter. — L'électronisation des données – celle des archives ou celle de la production scientifique – pose le problème du devenir des revues. Ainsi le Gresec possède-t-il une revue électronique et nous avons une revue imprimée disposant d'un site qui prend de plus en plus d'importance. Toutes deux fonctionnent avec des comités de lecture recourant à la procédure de lecture en « double l'aveugle », ce qui suppose, en amont, un vrai contrôle par des pairs compétents. Une pratique qui ne fait pas l'unanimité. Récemment, lors d'une réunion avec un directeur de laboratoire de notre secteur, membre d'une université voisine, celui-ci déclarait : « Ici, on va renoncer à ces comités de lecture. On va mettre les travaux de tout le monde en ligne, parce que ce type de structure est dépassé. Il faut que l'information circule ». Nous voyons à ceci un véritable danger scientifique pour la communauté française et une fragilisation de notre place dans la communauté internationale : il n'y a plus de labellisation et l'activité scientifique normale. Soumettre et discuter le travail seraient alors condamnés.

Bernard Miège. — Ce problème se pose à toutes les communautés scientifiques. Par exemple, dans le domaine de la physique, c'est autrement plus avancé et développé que ce qu'on a pu mettre en œuvre. Tout simplement parce que, dans cette discipline, on trouve à la fois des grandes revues internationales, avec un système très concentré et entre les mains d'un petit nombre de groupes d'édition, et parallèlement des échanges directs qui se sont multipliés entre laboratoires, avec même une constitution de centres d'archives universitaires. De notre côté, nous avons à peine mis en place et validé un système de production scientifique digne de ce nom, que, évidemment, la tentation du « circuit court » est forte. Ceci dit, notre revue, *Les enjeux de l'information et de la communication*, est l'une des rares de l'interdiscipline qui soit entièrement électronique. Elle est annuelle et laisse des espaces à de jeunes chercheurs et à des universitaires des pays tiers. C'est une revue pour laquelle les chercheurs reconnus n'ont pas de mépris, mais avec laquelle ils prennent une certaine distance. Or, si vous prenez connaissance du « top » mis en place par le nouveau *SFSIC-Infos*, notre revue arrive en très bonne position, voire est parfois la plus interrogée. Et on commence à bien savoir qui sont les usagers ; on suit cela de très près et de façon de plus en plus précise et sûre. Quelle conclusion en tirer ? C'est qu'effectivement la demande est forte pour lire ce type de revue... Je pense que le système classique de revue papier n'est pas mis en cause. En revanche, ce qui va se produire, c'est que tel article soumis à validation d'un comité de lecture d'une prestigieuse revue papier tendra à circuler avant publication, et par d'autres moyens. Ce qui pose

problème. Par ailleurs, nos revues n'ont pas une dimension telle qu'elles intéressent les grands éditeurs internationaux. Je dirais que c'est une bonne chose. C'est entre les grands éditeurs internationaux, les centres d'archives, les grandes bibliothèques internationales que tout se joue/se jouera. Mais, nous n'en sommes pas là.

Jacques Walter. — Lors d'un voyage en Israël, nous discussions avec un certain nombre de collègues de la publication d'articles dans des revues internationales, ce qui fait partie des règles du jeu de l'évaluation des chercheurs et des laboratoires. Ce sont des chercheurs reconnus, qui publient notamment dans *Questions de communication*, mais qui sont incités – eux comme d'autres – à publier dans des revues essentiellement nord-américaines. D'où la question de savoir comment se structure la reconnaissance par les pairs ? Et, du même coup, comment se met en place un système de formatage de la pensée, parce que l'avancée internationale se fait par une reconnaissance qui n'est pas celle que nous-mêmes – en France ou dans la zone francophone – sommes à même d'amener. Est-ce qu'on n'entre pas dans une phase de combat, dans l'activité scientifique et dans la mise en place de modèles théoriques et de reconnaissance de ce qui serait juste dans l'interdiscipline ?

Bernard Miège. — C'est évident ! *Réseaux* a essayé de publier des versions anglaises, sans succès durable. Pourtant, c'étaient seulement des extraits sélectionnés de la revue et non l'ensemble des livraisons. Inversement, moi qui ai assez peu publié en langue anglaise, mais beaucoup plus dans d'autres langues, je reçois parfois, et même assez souvent, des textes ou des courriers où l'on fait référence aux quelques textes (souvent anciens) que j'ai donnés en anglais ; par exemple, au livre sur les industries culturelles (2000). C'est un signe. En outre, si le CNRS s'y met et si la scientométrie gagne en sciences humaines et sociales, l'anglais aura une position privilégiée. En Amérique Latine, en Afrique, et même en Chine ou au Proche-Orient, le français garde une certaine importance. Mais c'est vrai que le strict intérêt immédiat des universitaires est de publier en langue anglaise, à n'importe quel prix.

Conclusion

Jacques Walter. — Ce n'est pas un problème de langue, c'est aussi celui des modèles théoriques proposés et de la conformité à des façons de faire la science. Avec des protocoles d'expérimentation parfois, avec les revues de questions qui sont faites de telle ou telle façon, et pas de telle autre. Ne devrions-nous pas agir collectivement ?

Bernard Miège. — Assurément. J'ai l'impression que, à partir des années 90, on est non seulement entré dans une nouvelle phase, mais que la circulation des savoirs prend des formes différentes. De plus en plus de jeunes docteurs voyagent. Inversement, les structures regroupant l'interdiscipline sont faibles. Depuis plusieurs années, la SFSIC ne joue plus un rôle central d'organisation, de coordination et surtout de promotion de la discipline. Cela s'observe qualitativement et quantitativement. On ne dispose donc pas de structure fédérative ou confédérative à la dimension des enjeux actuels. De mon point de vue, fonctionnent en son sein un certain nombre de ses groupes d'étude et de recherche, mais en fait, les plus actifs sont autonomes. Le site *SFSIC-Infos* est une initiative intéressante. Néanmoins, tout se fait en ordre dispersé. Ce que je crains le plus, c'est la création de micro-spécialités ou de micro-disciplines, ce qui serait un pas en arrière. Il est très et trop facile de réunir des mini-séminaires, des mini-colloques sur des objets relativement réduits, et ce, sans que l'on sache quels en sont les résultats. Ce phénomène n'est pas un signe de santé scientifique et de circulation des savoirs. Donc, pour revenir à votre question, on est plutôt dans une phase d'éclatement. Certes, tout n'est pas critiquable dans cette phase. En outre, la représentation des universitaires français dans les deux grandes associations mondiales est faible et vraiment peu représentative. On mesure les différences avec la période durant laquelle l'avenir de la discipline était en jeu, période où, à l'évidence, on se serrait les coudes. Bref, aujourd'hui, ce n'est pas parce que beaucoup de choses s'échangent et circulent qu'elles sont pertinentes. Et nous en sommes toujours à édifier les SIC avec des risques de retour en arrière et même de remise en cause de plus de 30 ans de construction, là où nous sommes affaiblis (pour des raisons souvent purement locales) et là où la mise en œuvre du LMD donne l'occasion à des disciplines reconnues de contester nos acquis et de nous opposer, au nom des savoirs dits fondamentaux, des propositions finalement peu en rapport avec les développements des sociétés contemporaines.

Entretien transcrit par Séverine Guida, 2L2S/Érase, université Paul Verlaine-Metz,
et mis en forme par Vincent Meyer et Jacques Walter

Références

- Balle Fr, 1980, *Médias et société*, Paris, Montchrestien [2^e éd. refond. d'*Institutions et publics des moyens d'information*, 1978].
- Bourdieu P., 1994, « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 101-102, pp. 3-9.
- 1996, *Sur la télévision suivi de L'emprise du journalisme*, Paris, Éd. Liber/Raisons d'agir.

- Boure R., dir., 2002, *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.
- Coman M., 2003, *Pour une anthropologie des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Coutlée G, Sfez L., dirs, 1990, *Technologies et symboliques de la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- De La Haye Y., 1984, *Dissonances. Critique de la communication*, Grenoble, Éd. La Pensée sauvage.
- Devèze J., 1986, *Le sens de la flèche*, thèse pour le doctorat d'État ès Lettres et Sciences humaines, université Paris 7.
- Habermas J., 1962, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. de l'allemand par Marc B. de Launay, Paris, Payot, 1978.
- 1981, *Théorie de l'agir communicationnel*, trad. de l'allemand par J.-M. Ferry et J.-L. Schlegel, Paris, Fayard, 1987.
- Miège B., 1989, *La société conquise par la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- dir., 1990, *Médias et communication en Europe*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- 2000, *Les industries du contenu face à l'ordre informationnel*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- 2005, *La pensée communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2^e éd.